

**Convention collective**

**IDCC : 9461. – EXPLOITATIONS AGRICOLES  
(Lot)**

(Etendue par arrêté du 10 octobre 1969,  
*Journal officiel* du 8 février 1970)

---

**AVENANT N° 136 DU 10 JANVIER 2011**

NOR : *AGRS1197068M*  
IDCC : 9461

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Lot ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles du Lot ;

La fédération départementale des coopératives agricoles d'utilisation du matériel agricole du Lot,

D'une part, et

Le syndicat national des cadres des entreprises agricoles CFE-CGC du Lot ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT du Lot ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture FO du Lot ;

Le syndicat général agroalimentaire CFDT du Lot,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 74 « Assurance décès » de la convention collective des exploitations agricoles du Lot est modifié comme suit :

Au premier paragraphe, les mots : « la CAMARCA » sont supprimés et remplacés par : « Agri-Prévoyance ».

**Article 2**

L'article 75 « Garantie de rémunération en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident » de la convention collective des exploitations agricoles du Lot est modifié comme suit :

Au premier paragraphe, les alinéas *a* et *b* sont supprimés et remplacés par : « sans condition d'ancienneté, aux salariés victimes d'un accident du travail, du trajet ou d'une maladie professionnelle ainsi qu'aux salariés victimes d'une maladie ou d'un accident de la vie privée ».

**Article 3**

L'article 76 « Réassurance », partie « Désignation de l'organisme gestionnaire du régime de prévoyance » de la convention collective des exploitations agricoles du Lot est modifié comme suit :

Les mots : « la CAMARCA » sont supprimés et remplacés par : « Agri-Prévoyance ».

#### Article 4

L'article 76 « Réassurance », partie « Financement du régime de prévoyance » de la convention collective des exploitations agricoles du Lot est modifié comme suit :

- au premier paragraphe, les mots : « la CAMARCA » sont supprimés et remplacés par : « Agri-Prévoyance » ;
- au premier paragraphe, le chiffre : « 0,93 % » est supprimé et remplacé par : « 0,89 % » ;
- le deuxième paragraphe et le troisième paragraphe sont supprimés et remplacés par :  
« Ce taux est réparti comme suit :

*(En pourcentage.)*

INCAPACITÉ TEMPORAIRE de travail	TAUX DE COTISATION (en pourcentage des rémunérations brutes)	PART patronale	PART salariale
Garanties conventionnelles	0,43	0,03	0,40
Maintien de salaire par employeur (mensualisation)	0,33	0,33	–
Assurance des charges sociales patronales	0,13	0,13	–
Total	0,89	0,49	0,40

La cotisation de 0,33 %, destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle, à la couverture de la garantie légale de maintien de salaire due par l'employeur en cas de maladie ou d'accident de ses salariés (prévue par les articles L. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail), est financée exclusivement par l'employeur.

La cotisation de 0,13 %, relative à l'assurance des cotisations sociales dues par l'employeur, est également financée exclusivement par l'employeur. »

#### Article 5

L'article 77 « Garantie de rémunération en cas d'invalidité » de la convention collective des exploitations agricoles du Lot est modifié comme suit :

- au premier paragraphe, première phrase, les mots : « sans condition d'ancienneté » sont ajoutés entre les mots : « Les salariés » et les mots : « à l'exception » ;
- au deuxième paragraphe, les mots : « la CAMARCA » sont supprimés et remplacés par : « Agri-Prévoyance » ;
- au troisième paragraphe, les chiffres : « 0,19 % », « 0,13 % » sont supprimés et respectivement remplacés par : « 0,26 % » à la charge des employeurs et : « 0,06 % » à la charge des salariés.

#### Article 6

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

#### Article 7

Les signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale du Lot de la DIRECCTE Midi-Pyrénées, 120, rue des Carmes, 46009 Cahors Cedex.

Fait à Cahors, le 10 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)